



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

enseignants

Question au Gouvernement n° 1321

Texte de la question

FORMATION DES ENSEIGNANTS

M. le président. La parole est à Mme Sylvie Tolmont, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

Mme Sylvie Tolmont. Ma question s'adresse au ministre de l'éducation nationale.

Monsieur le ministre, il n'est pas d'école sans professeurs pour la faire vivre. Dès votre entrée en fonctions, vous êtes parti à la reconquête d'un corps enseignant dénigré, voire conquis, durant le quinquennat précédent. Je ne reviendrai pas sur la suppression massive de postes, faisant des enseignants la variable d'ajustement du budget de l'État.

L'abandon de la formation des enseignants a montré le mépris de la majorité précédente pour cette profession. Supprimer cette formation, c'était faire croire qu'enseigner soit le seul métier que l'on puisse faire sans l'avoir appris. Cette politique destructrice a entraîné, logiquement, la baisse continue du nombre de candidats aux concours de recrutement entre 2008 et 2012.

Grâce à votre volontarisme, la crise des vocations, à laquelle le gouvernement de l'époque a voulu faire croire, semble aujourd'hui se résorber. Nous nous félicitons de votre détermination à revaloriser les métiers de l'enseignement ; vous rappelez qu'enseigner n'est pas simplement maîtriser des connaissances, mais également avoir le goût et les aptitudes nécessaires pour les transmettre avec efficacité.

Les étudiants se tournent de nouveau vers le si noble et si essentiel métier d'enseignant. Alors que près de 1 000 postes n'ont pu être pourvus l'an passé, faute d'étudiants ayant le niveau nécessaire, le nombre d'inscrits aux concours menant aux différents métiers de l'enseignement est en hausse de 30 %. L'augmentation la plus spectaculaire concerne les concours de professeur des écoles, avec près de 50 % d'inscrits supplémentaires. Cette tendance devrait se confirmer puisque les écoles supérieures du professorat et de l'éducation – les ESPE – enregistrent elles aussi une hausse de 30 % des inscrits en première année de master « métiers de l'enseignement ».

Ma question est simple, monsieur le ministre : comment l'accueil de ces nouveaux étudiants dans les ESPE sera-t-il organisé, et comment poursuivrez-vous la réforme de la formation des enseignants ?

(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale.

M. Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale. Mesdames et messieurs les députés, madame la députée, pour un pays qui doit mieux préparer son avenir, c'est une bonne nouvelle de savoir que le recrutement des

enseignants reprend.

Mme Claude Greff. Avec quel argent ?

M. Vincent Peillon, ministre. L'école est le premier investissement d'avenir. Lorsqu'elle est sacrifiée, comme elle l'a été pendant dix ans, c'est l'avenir du pays qui se trouve sacrifié. Et nous retrouvons dans tous les domaines, qu'il s'agisse de l'industrie, de l'économie ou de la dette publique, ce que nous avons vécu avec l'école : une politique incapable de se fixer un horizon.

M. Michel Herbillon. C'est vous, les incapables !

M. Vincent Peillon, ministre. La droite voulait, de surcroît, faire porter cette responsabilité à la jeunesse et l'accusait de ne plus avoir la vocation ou l'envie de servir son pays. Pourtant, dès lors que nous lui offrons des conditions normales, celles dont avaient bénéficié les générations précédentes – une formation pour les enseignants, une année de stage –, la jeunesse française est au rendez-vous !

Ces derniers jours, nous avons appris que le nombre de candidats aux concours d'enseignants avait augmenté de 29,2 % pour atteindre 153 500 inscrits pour le primaire et le secondaire, une hausse qui confirme celle de l'année dernière.

C'est ainsi que nous parvenons à résoudre un certain nombre de difficultés, et ce, qui plus est, sur le plan qualitatif. Les académies le plus en difficulté, comme Créteil et Versailles, enregistrent pour la première fois une augmentation des inscrits aux concours, de 12 % et de 11 % respectivement. Dans le second degré, les recrutements dans les disciplines déficitaires – anglais, lettres modernes, mathématiques – augmentent de 10 à 20 %.

La refondation de l'école est en marche. Mais l'école dans la République, c'est toujours beaucoup plus que l'école. Cela suppose des efforts, de la cohérence, de la détermination. Nous y sommes et nous voyons bien qui est présent au rendez-vous : la gauche ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Philippe Meunier. Démission !

Données clés

Auteur : [Mme Sylvie Tolmont](#)

Circonscription : Sarthe (4^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1321

Rubrique : Enseignement : personnel

Ministère interrogé : Éducation nationale

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [13 novembre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [13 novembre 2013](#)